

# Règlement de la Consultation

0

## Dossier de Consultation des entreprises



### Renouvellement du réseau EU Route des Creux Commune de Gervans

**Date et heure limites de réception  
des offres :**

**Vendredi 17 mai 2024 à 12h00**

**Agence de Romans**  
**SIÈGE SOCIAL**

10 rue Condorcet,  
26100 Romans-sur-Isère

**Agence d'Aubenas**

12 rue Victor Camille Artige,  
07200 Aubenas

**Agence d'Agnin**

38 montée du Village,  
38150 Agnin

**Contact**

contact@beaur.fr  
04 75 72 42 00  
www.beaur.fr



Marché n°2024-11-A

# SOMMAIRE

<b>1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
1.1 Préambule .....	3
1.2 Objet de la consultation .....	4
1.3 Procédure de consultation .....	4
1.4 Décomposition en en lots et en tranche .....	4
1.4.1 Décomposition en lot .....	4
1.4.2 Décomposition en tranche .....	4
1.5 Programme de travaux .....	4
1.6 Conditions de participation des concurrents .....	5
1.7 Intervenants .....	5
1.7.1 Maître d'ouvrage .....	5
1.7.2 Maître d'œuvre .....	5
1.7.3 Coordinateur sécurité .....	5
1.8 Classification CPV .....	5
<b>2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
2.1 Publicité .....	6
2.2 Délais d'exécution .....	6
2.3 Programme de travaux – variantes .....	6
2.3.2 Variantes Obligatoires .....	6
2.4 Compléments à apporter aux CCTP et CCAP .....	7
2.5 Modification de détails au dossier de consultation .....	7
2.6 Délai de validité des offres .....	7
2.7 Mode de règlement du marché et modalités de financement .....	7
2.8 Visite sur site .....	7
<b>3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>8</b>
<b>4 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>9</b>
<b>5 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
<b>6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>14</b>
6.1 Critères de jugement des candidatures .....	14
6.2 Critères de jugement des offres .....	14
6.3 Déroulement de l'analyse et de la négociation .....	16
6.4 Prix anormalement bas .....	17
6.5 Attribution des marchés .....	17
<b>7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>18</b>
7.1 Transmission électronique .....	18
7.2 Transmission sur support papier .....	19
<b>8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>20</b>
8.1 Renseignements techniques et administratifs .....	20
8.2 Tribunal compétent en cas de litige .....	20



# OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

## 1.1 Préambule

### **La remise d'une offre entraîne acceptation des clauses du règlement de la consultation.**

Il est précisé qu'aucune indemnisation n'est prévue au titre de la présente consultation, celle-ci se limitant à une simple remise de proposition et non à une remise de prestations nécessitant de la part des candidats un investissement significatif.

Les concurrents consultés considéreront comme strictement confidentiel le dossier de cette opération et ne devront communiquer aucun renseignement à qui que ce soit sans accord écrit préalable de l'organisateur de la consultation.

Les documents constitutifs du présent dossier de consultation sont la propriété intellectuelle de la collectivité contractante. Ils ne peuvent être communiqués à des tiers ou utilisés à d'autres fins que la réponse à la présente consultation, qu'avec l'accord préalable de cette dernière.

Toute utilisation, autre que celle nécessaire pour répondre à la présente consultation, ou diffusion effectuée sans l'autorisation de la collectivité, engage la responsabilité de son auteur et peut notamment être punie des peines réprimant les atteintes à la propriété intellectuelle.

## 1.2 Objet de la consultation

La présente consultation concerne le **Renouvellement du réseau EU Route des Creux et rue du Rhône sur la commune de GERVANS pour le compte d'ARCHE AGGLO**, maître d'ouvrage.

La commune de Gervans projette de requalifier les espaces publics de ces deux rues ; le titulaire devra donc intervenir sur ces tronçons avant les réfections de voirie prévues au mois de septembre 2024.

## 1.3 Procédure de consultation

La présente consultation s'effectue en procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## 1.4 Décomposition en en lots et en tranche

### 1.4.1 Décomposition en lot

Il n'est pas prévu de décomposition en lot en application des articles L.2113-10 et L.2113-11 du code de la commande publique. La dévolution en lot risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. L'objet du marché ne permet pas l'identification de lot distinct.

### 1.4.2 Décomposition en tranche

Le marché comprendra les tranches de travaux résumées ci-dessous,

- Tranche Ferme, EU route des Creux
- Tranche optionnelle 1 : EU Route des Creux (Nord)
- Tranche optionnelle 2 : EU Rue du Rhône

## 1.5 Programme de travaux

Le présent dossier concerne le renouvellement du réseaux EU Route des Creux, sur la commune de Gervans. Le programme de travaux comprend notamment environ :

### Tranche ferme :

- 175 ml de réseau EU DN200 PVC CR16 avec 7 regards Ø 1000.
- 65 ml de réseau EU DN160 PVC CR16 pour 12 Branchements.
- Des interventions de sectionnements de conduite AC

### Tranche optionnelle 1 :

- 110 ml de réseau EU DN200 PVC CR16 avec 4 regards Ø 1000.
- 10 ml de réseau EU DN160 PVC CR16 pour 3 Branchements.
- Des interventions de sectionnements de conduite AC

### Tranche optionnelle 2 :

- 55 ml de réseau EU DN200 PVC CR16 avec 4 regards Ø 1000.
- 5 ml de réseau EU DN315 PVC CR16.
- 3 ml de réseau EU DN160 PVC CR16 pour 1 Branchements.
- Des interventions de sectionnements de conduite AC

## 1.6 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Pour l'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire commun du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du présent marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats devront présenter des certificats de capacité (et références et/ou qualifications) correspondants aux travaux objets du marché (nature, importance) et aux qualifications minimales suivantes : **FNTP 5144, 2321**,

## 1.7 Intervenants

### 1.7.1 Maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est ARCHE AGGLO- 3 rue des Condamines CS9602 07300 Mauves.

### 1.7.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par le bureau d'études BEAUR, 10 rue Condorcet, 26100 ROMANS SUR ISERE.

### 1.7.3 Coordinateur sécurité

Il n'est pas prévu de coordinateur de sécurité et de protection de la santé pour ce projet.

## 1.8 Classification CPV

La ou les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification	Description
45232410-9	Travaux d'assainissement
45232411-6	Travaux de construction de canalisations d'eaux usées

## CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 Publicité

La présente consultation a fait l'objet d'une publicité parue :

Sur le site de : <https://www.marches-publics.info/>

Le dossier de consultation est disponible par téléchargement à l'adresse du profil d'acheteur.

### 2.2 Délais d'exécution

Le marché prendra effet à compter de la réception de la lettre de notification jusqu'à l'achèvement de l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Le délai d'exécution maximum imposé est fixé dans l'acte d'engagement. L'entreprise peut proposer un délai inférieur (exécution, préparation) qui deviendra contractuel à la signature du marché.

La période de préparation des travaux débutera à compter de l'ordre de service. Le démarrage des travaux sera assujéti à la réception d'un ordre de service de démarrage spécifique.

La date prévisionnelle de l'attribution du marché est le **juin 2024**.

Période de préparation **juin 2024**

La délivrance de l'ordre de service de démarrage des travaux est prévue pour le **juillet 2024**.

### 2.3 Programme de travaux – variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

#### 2.3.1 Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Variante non autorisée.

#### 2.3.2 Variantes Obligatoires

Il n'est pas prévu de variante obligatoire.

## 2.4 Compléments à apporter aux CCTP et CCAP

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments, ni au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Seuls les exemplaires originaux détenus par le maître d'ouvrage font foi pour ces deux documents.

## 2.5 Modification de détails au dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au Dossier de Consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pour les opérateurs ayant téléchargés le D.C.E., toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité du Maître d'Ouvrage ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Si le candidat a téléchargé le dossier de façon anonyme, aucun e-mail l'avertissant d'une modification ne pourra lui être adressé. Dans cette hypothèse, il prend l'entière responsabilité de risquer de ne pas avoir communication des éléments modificatifs apportés au Dossier de Consultation ainsi que des réponses aux questions qui pourraient être posées par les candidats. Le téléchargement en mode anonyme se fait donc aux risques et périls de l'entreprise.

## 2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'Acte d'Engagement. Il court à compter de la date limite de remise des offres.

## 2.7 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 2.8 Visite sur site

Visite du site fortement conseillée, à l'initiative du candidat.

## CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- 0 Le règlement de la consultation (R.C.),
- 1 L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- 2 Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- 3 Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés,
- 4 Le bordereau de prix unitaires (B.P.U.),
- 5 Les détails quantitatifs Estimatifs (D.Q.E.),
- 6 Les plans du projet.
- 7 DC1, DC2, DC4





## 4

# OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les entreprises peuvent obtenir gratuitement le dossier de consultation des entreprises par voie électronique sur le site :

<https://www.marches-publics.info/>

## PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### ➤ Candidature :

**Le dossier relatif à la candidature** contient les éléments permettant de juger de sa recevabilité et d'apprécier la capacité professionnelle, technique et financière du candidat. Il doit contenir :

- **Volet administratif :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles **L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique** :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

### Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

### Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

### Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
<b>FNTF 5144</b> : Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé , Profondeur de tranchée ≤ 3,50m hors nappe phréatique
<b>FNTF 2321</b> : Travaux de terrassement courants En milieu urbain.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le pouvoir adjudicateur précise que la preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de mission attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le Maître d'Ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 8 jours.

#### ➤ Offre :

Le deuxième sous-dossier « Offre » contiendra les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	OUI
Le Bordereau des Prix (BPU)	NON
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	NON
<b>Le dossier technique</b>  Le dossier technique comportera <b>20 pages (recto) maximum hors annexes</b> ; les seuls documents pouvant être annexés étant les CV, procédures fiches techniques.  Le dossier technique sera <b>composé d'un seul dossier</b> (y compris en cas de groupement) et comprendra les informations <b>spécifiques au présent chantier</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 : les indications concernant la <u>méthodologie d'exécution</u> envisagée comprenant notamment :               <ul style="list-style-type: none"> <li>L'identification des principales contraintes spécifiques au chantier (gestion de la continuité de service, réseaux existants, travaux en espaces confinés, accessibilité et approvisionnements, ...) et la méthodologie prévue en conséquence,</li> <li>La description du phasage des travaux et de l'organisation du chantier,</li> <li>la nature et l'origine des produits et matériaux et des modèles d'équipements proposés (présentation des fiches techniques des produits, la liste <u>exhaustive</u> des fournisseurs <b>pour ce chantier</b>),</li> <li>les indications concernant les procédés d'autocontrôle de l'entreprise prévus pour ce chantier,</li> </ul> </li> <li>2 : la présentation de l'organisation des <u>moyens d'exécution</u> (humains et matériels) affectés à l'opération comprenant notamment :</li> </ul>	NON

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les qualifications et compétences des intervenants (CV du personnel d'encadrement, niveau d'expérience des autres intervenants),</li> <li>○ le nombre d'équipes, leurs affectations aux prestations du marché, leur composition ainsi que celles des ateliers et les modalités de coordination entre elles,</li> <li>○ la liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du Maître de l'Ouvrage, leurs qualifications et compétences.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 : les garanties apportées et les mesures prévues en termes de protection de l'environnement, de sécurité et de qualité de réalisation (les indications concernant les procédés d'autocontrôle de l'entreprise prévus pour ce chantier, contrôles internes proposés sur les fournitures ....) <b><u>sur ce chantier.</u></b></li> <li>• 4 : le Planning Prévisionnel d'exécution de l'entreprise et l'adéquation avec les moyens mis en œuvre. Il précisera notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le détail de la durée des différentes phases et étapes du chantier et leur enchaînement.</li> <li>○ Les cadences prévisionnelles.</li> </ul> </li> </ul>	
--	--

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les concurrents sont informés que le mémoire technique, destiné à être contractualisé, est un document indispensable à l'appréciation de la valeur technique des offres et au suivi de l'exécution du marché. **La non production de ce document ou le non-respect de la forme imposée aura pour conséquence de rendre l'offre irrégulière.**

Les concurrents sont par ailleurs informés que l'ensemble des documents constituant leur offre sera conservé dans les archives du maître d'ouvrage.

## 6

## JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 6.1 Critères de jugement des candidatures

Les critères intervenant pour le jugement des candidatures sont :

- Capacités professionnelles**
- Garanties et capacités techniques et financières**

### 6.2 Critères de jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- **le prix des travaux avec une pondération de 60 % ;**
- **la valeur technique de l'offre évaluée avec une pondération de 40 % ;**

Ces critères seront évalués selon les modalités suivantes :

- **le prix des travaux évalué sur 60 :**

L'appréciation de ce critère se fera en considérant le montant de l'offre proposé par chaque concurrent.  
La note du critère prix (Np) est calculée comme suit :

$$\text{Note} = (\text{prix le plus bas/prix de l'offre examinée}) \times 60$$

- **valeur technique évaluée sur 40** (qualité de la proposition présentée dans le Mémoire Technique) avec les sous-critères suivants :
  - ✓ Méthodologie d'exécution du chantier (sur 15),
  - ✓ Moyens d'exécution (humains et techniques) affectés au chantier (sur 10) ;
  - ✓ Précision et justification du planning d'exécution remis (sur 10).
  - ✓ Garanties apportées et mesures prises en termes de protection de l'environnement, de sécurité et de qualité de réalisation (sur 5) ;

Pour les sous-critères de la valeur technique, le nombre de points est fonction de l'appréciation qui est faite d'après le tableau suivant

Appréciation	Très insuffisant	Insuffisant	Moyen	Assez satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant
Nb de Points (pour un sous-critère noté sur 5)	0	1	2	3	4	5
Nb de Points (pour un sous-critère noté sur 10)	0	2	4	6	8	10
Nb de Points (pour un sous-critère noté sur 15)	0	3	6	9	12	15

**Le mémoire technique sera limité à 20 pages** (non comptés les CV, fiches produits, attestation de visite, certificats de capacité pouvant être annexés). **Toute page supplémentaire ne sera pas prise en compte dans l'analyse technique.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que le CCAP prévoit des pénalités pour retard d'exécution largement supérieures à celles du CCAG.**

Ces critères classés par ordre décroissant d'importance constituent la base d'évaluation sur laquelle se fondera Le Maître d'Ouvrage pour juger les propositions des entreprises et parvenir à la sélection de l'offre la mieux classée.

La note globale (NG) est calculée par addition des notes obtenues sur chacun des 2 critères de jugement :

$$NG = Nvt + Np$$

Ces critères constituent la base d'évaluation sur laquelle se fondera le maître d'ouvrage pour juger les propositions des entreprises et parvenir à la sélection de l'offre la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de calcul seraient constatées dans le détail quantitatif et estimatif et/ou des erreurs de report entre le montant total du détail quantitatif et estimatif et celui indiqué à l'acte d'engagement, c'est le montant figurant à l'acte d'engagement dont il sera tenu compte dans le jugement et le classement des offres.

Si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à confirmer par écrit le montant de son offre et corriger son détail quantitatif et estimatif et/ou son bordereau des prix si nécessaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails de prix ayant servi à l'élaboration de l'offre.

L'entreprise retenue disposera d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la décision pour produire les certificats attestant qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

## 6.3 Déroulement de l'analyse et de la négociation

Après l'ouverture des plis, le maître d'ouvrage procédera à l'analyse des offres remises.

*Dans tous les cas, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées, étant précisé qu'est :*

- *inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du maître d'ouvrage et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,*
- *irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,*
- *inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au Maître d'Ouvrage de la financer.*

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le maître d'ouvrage pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, toutefois, il se réserve la possibilité de négocier avec les trois premiers candidats ayant remis une offre régulière au regard du dossier de consultation des entreprises.

Ces négociations porteront sur tout ou partie des éléments de l'offre, à savoir :

- les prix proposés pour les travaux,
- les caractéristiques techniques de l'offre (propositions en termes de moyens, d'organisation du chantier, de méthodologie, de délai d'exécution...).

Il est rappelé que la négociation ne peut porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché tels qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les informations données aux concurrents ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux. Le maître d'ouvrage ne peut révéler aux autres concurrents des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

**Les négociations se feront lors d'échanges par la plateforme.** Dans ce cadre, le maître d'ouvrage communiquera les éléments de l'offre sur lesquels il veut négocier.

Les candidats disposeront d'un délai identique, indiqué dans ce courrier et courant à compter de la réception du courrier les invitant à négocier, pour remettre une offre adaptée.

Les offres négociées seront ensuite jugées et classées suivant les critères décrits à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

Au terme de la négociation, le Maître d'Ouvrage pourra finalement décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.



## 6.4 Prix anormalement bas

Arche Agglo s'est engagée auprès de la Fédération du BTP à détecter les offres anormalement basses en faisant application de la formule de calcul suivante pour tous les marchés publics de travaux, et dès lors qu'au moins trois offres sont déposées :

- Faire la moyenne de toutes les offres (M1)
- Ajouter 20% à cette première moyenne ( $M1 \times 1,2$ )
- Retirer du calcul toutes les offres au-dessus de cette valeur
- Faire la moyenne des offres restantes (M2)
- Retirer 15% à cette deuxième moyenne ( $M2 \times 0,85$ )
- On obtient alors une valeur finale

Si une offre est inférieure à cette valeur finale, elle est considérée comme potentiellement anormalement basse. Le soumissionnaire sera invité à justifier de la viabilité économique de son offre.

Si une ou deux offres a (ont) été déposée(s), il ne sera pas fait application de la méthode de calcul mise en évidence ci-dessus. Cependant, l'acheteur mettra en oeuvre le dispositif prévu par l'article R.2152-3 du Code de la commande publique s'il estime qu'une offre semble anormalement basse.

## 6.5 Attribution des marchés

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le maître d'ouvrage pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai. Aussi, il est conseillé (non obligatoire), dans la mesure du possible, de fournir ces documents dès l'envoi des plis contenant les pièces constituant l'offre.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

Les soumissionnaires seront avertis du rejet ou de l'acceptation de leur offre.

## CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du Maître

d'Ouvrage, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.info/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au Maître d'Ouvrage.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**ARCHE AGGLO CS9602 07300 Mauves**

3 rue des Condamines

Soit contre récépissé (y compris services de livraison par sociétés spécialisées) à l'adresse suivante :

Service Commun Achats - Commande Publique

**ARCHE AGGLO**

**Parc d'Activités les Fleurons, 30 Rue du Millésime**

**26600 MERCUROL-VEAUNES**

Les horaires d'ouverture sont les suivantes : de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, du lundi au vendredi.

**Avec les indications suivantes :****Copie de sauvegarde****Consultation : Marché public de travaux de Renouvellement du réseau EU Route des Creux - Commune de Gervans.**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 Transmission sur support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 8.1 Renseignements techniques et administratifs

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront transmettre leur demande au plus tard 7 jours avant la DLRO, par l'intermédiaire du profil d'acheteur du Maître d'Ouvrage, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.info/>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Si la date de remise des offres est repoussée, la disposition précédente est applicable par rapport à la nouvelle date.

### 8.2 Tribunal compétent en cas de litige

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Lyon

184 rue Duguesclin

69 433 Lyon cedex 03

Tél 04 78 14 10 10 – Fax 04 78 14 10 65

Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)

Adresse internet : <http://www.ta-lyon.juradm.fr>



**En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :**

Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-\*Rhône Alpes et département du Rhône  
Secrétariat du CCIRA de LYON  
3 rue de la Charité  
69268 LYON CEDEX 02

Secrétariat du CCIRA de Lyon - Tél 04 72 77 21 30 – [ccira.lyon.cijap@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ccira.lyon.cijap@dgfip.finances.gouv.fr)